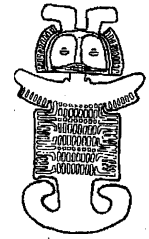




Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

COLOMBIE



D 2256 • Co13
1-15 novembre 1998

MOTS-CLEFS

Guerre
Guérilla
Paramilitaires
Crise politique
Corruption
Paix

LA GUERRE LA PLUS LONGUE

Le conflit armé qui continue de sévir en Colombie aura été le plus long de ceux qui ont récemment ensanglanté l'Amérique latine. Depuis l'élection de Andrés Pastrana à la présidence, des perspectives sérieuses de règlement du conflit existent, si l'on en croit les débuts de dialogue avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et l'Armée de libération nationale (ELN). Le 7 novembre, le gouvernement doit commencer le retrait de ses forces armées d'une zone de 40 000 Km² et s'engage à la maintenir démilitarisée pendant 90 jours afin qu'y soit élaboré l'agenda pour la paix. Les FARC ont

évidemment pris de leur côté certains engagements. Avec l'ELN, la première rencontre avait eu lieu à Mayence le 15 juillet. Il n'empêche que des attaques sanglantes continuent de se produire régulièrement, telle celle que les FARC viennent de mener à Mitú et qui aurait entraîné au moins une soixantaine de morts. L'existence des paramilitaires complique encore un peu plus la situation. Il faut s'attendre à des négociations longues et difficiles. Une présentation d'ensemble des données du conflit est faite ici grâce à l'article de Gabriel Gaspar, paru dans Mensaje, octobre 1998 (Chili).

La Colombie vit le conflit armé le plus long et, à l'heure actuelle, le plus sanglant de l'histoire récente d'Amérique latine. Rien que l'année dernière, plus de 26 000 Colombiens sont morts de manière violente. Les séquestrations se comptent par centaines chaque année et les déplacés qui fuient les zones de combat dépassent le demi-million. La guerre va-t-elle se terminer ? Le président Pastrana réussira-t-il ? Sur quelles bases la paix se construira-t-elle ?

Historiquement, la Colombie a été et est toujours un pays meurtri par la violence. Une longue guerre civile qui opposa conservateurs et libéraux prit fin au milieu du siècle (1957) avec un accord de co-gouvernement qui dura quelques années et ensuite laissa la place à un système politique de bipartisme. Mais au cours des années, l'État n'a pas réussi à imposer un contrôle

efficace sur toute l'étendue du territoire, et s'il existe bien des formes de démocratie représentative, le système politique n'a pas toujours permis l'expression de la pluralité sociale.



Les groupes armés

Avec un système politique qui n'est pas capable de résoudre tous les conflits, on comprend qu'au cours de l'histoire de la Colombie aient surgi diverses formes de lutte armée. À l'heure actuelle, celles-ci constituent une ample mosaïque.

Il y a d'abord les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Ce sont les plus anciennes, leurs origines remontent aux guérillas libérales de l'époque de Eliecer Gaitán (mort en 1948) et elles ont adopté ensuite une position marxiste classique. Son fondateur, Manuel Marulanda ("Tiro Fijo"), date de cette époque et n'est plus tout jeune, mais il est remplacé par le commandant Jorge Briceño ("Mono Jojoy"). Les FARC ont des troupes expérimentées, connaissant parfaitement les forêts et les montagnes, et opèrent sur 60 fronts ; on

estime leur force à environ 10 000 combattants. Ils sont présents dans plus de 40 % des communes et agissent de préférence dans la zone sud. Leur usage de la force militaire qui a infligé de retentissantes défaites à l'armée ces derniers temps s'inscrit dans une stratégie visant à obtenir leur reconnaissance comme force belligérante et ouvrir une négociation politique.

L'autre guérilla est l'Armée de libération nationale (ELN). Constituée dans les années soixante, d'idéologie guevariste, elle a été dirigée jusqu'au début de cette année par un prêtre d'origine espagnole, "el cura Pérez", qui est mort de maladie. L'ELN opère de préférence dans le nord et possède beaucoup moins d'effectif que les FARC. Elle pratique une lutte permanente de sabotage contre l'oléoduc et a recours aux voitures piégées dans les zones urbaines, ce que les FARC, qui privilégient l'affrontement avec l'armée, lui reprochent tacitement.

Mais, en plus de la guérilla, il existe ce qu'on appelle les "paramilitaires" regroupés dans diverses organisations, dont certaines sont reconnues légalement. Les "paras" sont équipés par l'armée et ils comptent près de 5 000 hommes. On les accuse de commettre de nombreux massacres de population civile considérée par eux comme collaborateurs de la guérilla. En 1997, ils commirent plus de 155 massacres, et selon le Département d'État des États-Unis, ils sont responsables de la majorité des assassinats politiques commis l'année dernière.

L'autre force militaire est l'armée, avec plus de 100 000 hommes, mais dont 40 000 seulement correspondent à des troupes de combat proprement dites. Leur moral est bas à cause des défaites successives subies ; leur équipement et leur tactique s'étant révélés insuffisants pour vaincre l'insurrection, les militaires craignent que les "politiques" négocient avec la guérilla et qu'il en résulte une perte de leur pouvoir et de leurs attributions. Ils se plaignent de ne pas pouvoir progresser en remportant des succès dans la guerre par manque de volonté politique du gouvernement civil et d'avoir les mains liées par les droits humains.

Pour compléter le tableau, il y a les

escadrons paramilitaires qui ont été organisés par les divers cartels de la drogue. Les narcos corrompent tout. En payant et soudoyant, ils parviennent à se frayer un chemin vers le nord. Évidemment, leurs méthodes violentes augmentent l'insécurité publique.



Noche y Niebla

L'évolution de la guerre

Dernièrement, la guerre s'est intensifiée, surtout à partir de l'action des FARC. À la fin d'août 1997, la guérilla a encerclé la garnison de Putumayo, anéantissant une compagnie et capturant 60 prisonniers qu'elle a libérés des mois plus tard, démontrant ainsi son contrôle du territoire et sa capacité d'intervention. Quelques semaines plus tard, elle a fait de même avec la garnison de Patascocoy. Le 28 février dernier, dans ce qu'on appelle la bataille du Caquetá, les troupes de "Mono Jojoy" ont complètement anéanti un bataillon d'élite. Les combats antérieurs, en général, avaient mis en présence de nouvelles recrues avec des guérilleros aguerris, mais dans le Caquetá c'est un corps de soldats professionnels et spécialement entraînés dans la guerre anti-subversive qui a été anéanti.

Ce n'est pas tout : en août, par une manœuvre conjointe, les FARC et l'ENL ont attaqué simultanément dans de nombreux districts. Le combat le plus important a été la destruction totale de la caserne de Miraflores, dans la forêt méridionale, maintenant

entre les mains des FARC. Au total, la guérilla détient actuellement plus de 300 prisonniers de l'armée et a proposé au gouvernement un échange avec des guérilleros prisonniers.

En somme, il y a quelque chose qui ne va pas dans l'état-major. Les FARC ont maintenant déployé une nouvelle activité politico-diplomatique. Leurs envoyés parcourent les principales capitales d'Europe et d'Amérique, en faisant connaître leurs propositions de paix qui comprennent l'offre de combattre conjointement le narcotrafic et les atteintes à l'écologie. Évidemment, ils demandent, comme démonstration de bonne volonté, la dépénalisation de la protestation sociale et la dissolution des paramilitaires.

Les paradoxes colombiens

Il y a plusieurs paradoxes en Colombie. L'un d'entre eux est que, plus la guerre s'intensifie, plus la participation citoyenne aux élections augmente. Lors du second tour qui a vu l'élection d'Andrés Pastrana le 21 juin dernier, plus de 60 % des citoyens ont voté, supérieur au 50 % historique. La recherche de la paix et la nécessité d'une négociation pour l'atteindre font partie des consensus apparaissant dans cette nouvelle situation. Le président élu a rencontré le commandement général des FARC, ils sont parvenus à des accords préliminaires et on espère que va se concrétiser l'annonce d'un début de dialogue. L'ELN, de son côté, a tenu une réunion pour faire avancer le processus de paix, avec l'appui d'organisations humanitaires. Il a quand même fallu aller jusqu'à la ville allemande de Mayence pour la tenue de cet événement le 15 juillet dernier.

En somme, on s'accorde pour négocier mais il existe diverses initiatives parallèles, sans compter ceux qui préfèrent une solution militaire du conflit. Mais les antécédents montrent que les négociations, avec la meilleure volonté possible, sont longues et difficiles. En El Salvador, on a négocié à partir de 1989 et la paix n'a été signée qu'en 1992. Les Guatémaltèques n'ont signé la paix qu'à la fin de 1996. Conclusion : il est possible qu'il y ait des négociations accompagnées de guerre. On a déjà vu cela en Amérique

centrale où précisément les phases successives de négociations se sont transformées en occasions pour les divers camps de démontrer leur force afin d'améliorer leurs positions à la table des négociations.

Si les négociations n'avancent pas, et il est certain qu'elles devront être menées par le nouveau gouvernement en place, le scénario peut devenir complexe. D'abord, cela provoquerait une recrudescence de la guerre, et elle pourrait s'internationaliser. En effet, le Pentagone a reconnu que la principale menace qui pèse sur l'hémisphère n'est plus Cuba (dont les forces armées s'occuperaient davantage de la production et dont l'armement d'origine soviétique serait périmé). La nouvelle menace serait la possibilité que surgisse un narco-État. Selon les États-Unis, du train où vont les choses, il faudrait cinq ans environ pour que la

guérilla l'emporte sur l'armée.

Ce n'est pas pour rien que la Colombie est la terre de García Márquez. De même que la guerre et les élections coexistent, un autre paradoxe est la coexistence de la guerre et de la croissance économique. Pour la décennie des années quatre-vingt, celle-ci dépasse 43 %, un des taux les plus élevés de la région. Si on considère la période 1980-1995, seul le Chili dépasse la Colombie en croissance.

Il est long d'expliquer comment on en arrive à ces résultats, mais comme nombreux sont ceux qui peuvent perdre beaucoup, cette situation renforce le désir de paix.

Malgré tout, comme on dit qu'il y a des villages où pleuvent des fleurs, il ne faut pas s'étonner que les balles pleuvent, pendant que la paix se négocie et que l'économie se développe. À présent, s'asseoir pour négocier ne

signifie pas qu'on va parvenir à des accords rapidement, mais il est bien possible qu'on arrive à "humaniser" la guerre : en finir avec les séquestrations, les massacres de civils, ne pas attaquer les hôpitaux, échanger les prisonniers. Le président Pastrana a plusieurs points forts : il a obtenu un énorme soutien populaire, il a une audience internationale, il a réussi à établir les canaux de communication avec la rébellion et il améliore les relations avec les États-Unis.

Il a l'avantage de succéder à un des gouvernements les plus opaques de l'histoire colombienne. Quel que soit le cours des événements, il est certain que la Colombie continuera à jouer un rôle très dynamique dans le devenir politique latino-américain.

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

**Vous pouvez dès maintenant
passer votre commande
pour l'agenda latino-américain 1999**

Les expéditions seront faites fin novembre

*Des textes, des réflexions, des informations, des statistiques
et des dates importantes pour l'Amérique latine et la solidarité*

*L'agenda latino-américain est une tentative de mondialisation
de la solidarité*



Format 21x17,5, couverture couleur

Un exemplaire : 80 FF + frais de port

Frais de port : 1 exemplaire : 16 FF

2 ou 3 exemplaires : 21 FF

4 ou 5 exemplaires : 28 FF

*Dial est l'unique distributeur
de l'agenda latino-américain en France*



Directeur de la publication/Rédacteur en chef : Alain Durand
Imprimerie des Monts du Lyonnais - Commission paritaire de presse : 56249

DIAL • 38 rue du Doyné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

**Point contact à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18**